

Une dynamique sud-sud de commerce et d'investissement changeante

bilaterals.org et GRAIN (Septembre 2007)

La plupart des gens pensent la politique commerciale internationale en termes d'une dynamique typique nord-sud: un nord riche et impérialiste qui brime un sud pauvre et opprimé. Et pourtant, alors que les ALE nord-sud et les traités d'investissement demeurent les véhicules les plus puissants pour paver la route des multinationales du nord, les ALE sud-sud et l'émergence de multinationales des régions australes constituent de nouvelles réalités importantes qui nous poussent à changer notre façon de concevoir les relations économiques et les puissances mondiales, plus particulièrement lorsque cette façon de voir vient du sud.

Le nouvel axe sud-sud

Le commerce sud-sud représente dans le monde environ 6% de l'ensemble du commerce des marchandises et 10% du commerce des services. Mais il croît relativement rapidement, de 11% par an, avec un point de départ très bas il n'y a pas si longtemps.¹ 27% des exportations africaines se dirigent maintenant vers l'Asie, presque à égalité avec les exportations vers l'UE (32%) ou les États-Unis (29%).² La moitié du commerce des pays en développement d'Asie se fait entre ces pays eux-mêmes.³ Ainsi, il n'est plus possible de tout voir au travers du prisme nord-sud.

C'est dans l'investissement sud-sud, en revanche que les choses bougent véritablement.⁴ Il ne passe rarement un jour sans que les journaux locaux de Mumbai ou de São Paulo ne rapportent de nouveaux contrats d'investissement signés par des multinationales de pays en développement, ou des gouvernements eux-mêmes, vers d'autres pays en développement. Il s'agit souvent de projets d'infrastructures lourdes, d'extraction, d'usinage ou de transformation: le roi du soja en Argentine développant des plantations au Venezuela, la Chine signant un emprunt massif avec la République Démocratique du Congo, avec du cobalt en contrepartie, la Malaisie, qui fait libérer des champs pour la production d'huile de palme à Mindanao (Philippines), l'entreprise publique de fourniture d'énergie électrique de Zambie qui signe un contrat de 150 millions de dollars avec l'empire indien Tata afin de construire une nouvelle centrale électrique, etc. Parfois, ces entreprises se concentrent purement et simplement sur la restructuration financière, comme, par exemple, la création de la

toute neuve Banque du Sud, en Amérique latine, ou la récente annulation de 1,3 milliards de dollars de dette africaine par la Chine. Mais, si on laisse la finance de côté, les contrats d'affaires sud-sud orientés vers la production se multiplient pour des raisons simples: ils offrent un accès facilité au crédit, la technologie n'est pas très compliquée à transférer, les entreprises comprennent les conditions de travail dans les autres pays en développement et ils fournissent au moins un vernis de souveraineté ou de contrôle national. Et il est surtout évident qu'il existe une forte motivation politique de la part des élites nationales, ce qui fait que de telles entreprises fonctionnent. Avec chaque fois davantage d'argent concentré dans les mains des capitalistes du sud — que ce soit des consortiums privés, des dynasties familiales ou des entreprises publiques — cette impulsion générale vers un brassage d'affaires sud-sud croissant commence à refaçonner l'économie mondiale.

L'avènement des multinationales du sud (sans parler des capitalistes d'État)

Selon les dernières statistiques de la CNUCED (2006):⁵

- Un quart des multinationales de la planète vient des pays en développement ou en transition. En 1990, 19 d'entre elles apparaissaient dans la liste des plus importantes firmes mondiales de Fortune 500. En 2006, elles étaient 57 sur la liste.
- Si on laisse de côté les économies en transition comme la Russie et la Turquie, les pays en développement avec le plus grand nombre de multinationales du pays sont actuellement le Mexique, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde, la Thaïlande et la Malaisie. Le Mexique est d'ailleurs le pays de la troisième personne la plus riche au monde, Carlos Slim Helu, qui a fait fortune en achetant des entreprises de télécommunications en Amérique latine.



Un fonds d'investissement des Émirats arabes unis est devenu l'un des plus importants actionnaires de Citigroup (Photo: AFP)

¹ Organisation pour la coopération et le développement économiques, "South-South trade: vital for development", OCDE, Paris, 2006. <https://www.oecd.org/dataoecd/30/50/37400725.pdf>

² Harry G. Broadman, "Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier", Banque mondiale, Washington DC, 2007. Comme le fait remarquer Broadman, les parts de marché de l'UE dans les exportations africaines ont en fait été divisées par deux ces dernières années. <http://go.worldbank.org/PKNA90P5E0>

³ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Rapport sur le commerce et le développement 2007, CNUCED, Genève, 2007. <http://www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intItemID=4330&lang=1>. Les chiffres sont de 20% pour l'Amérique latine et 10% pour l'Afrique.

⁴ Voir Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, World Investment Report 2006, CNUCED, Genève, 2006,

http://www.unctad.org/en/docs/wir2006_en.pdf

⁵ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, World Investment Report 2006, CNUCED, Genève, 2006, http://www.unctad.org/en/docs/wir2006_en.pdf

- Actuellement, 80 des 100 multinationales de pays en développement sont asiatiques. Beaucoup d'entre elles trouvent leurs racines dans la diaspora chinoise.

La plupart des opérations de ces nouveaux empires du sud sont menées dans leur région respective. Les multinationales chiliennes investissent majoritairement en Amérique latine alors que les thaïlandaises essayent de construire leur fief dans les pays asiatiques voisins. Dans certains cas, ceci alimente la perception des hégémonies régionales, particulièrement lorsque les économies motrices les plus importantes, comme l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud se taillent des parts substantielles dans les pays voisins, établissant des entreprises, accédant à la terre et prenant une part sans cesse grandissante dans les industries locales sensibles, comme le développement des infrastructures. Des tensions ont lieu lorsque des questions de souveraineté sur les ressources naturelles, la pollution, les conflits dûs au travail, la manipulation politique émergent de ces contrats. Aux Philippines, le récent tollé public contre divers accords Philippines-Chine, qui vont des télécommunications à l'agriculture, en est un bon exemple.

Combien de gros contrats sud-sud sont-ils signés chaque année? C'est difficile à dire.⁶ Au niveau mondial, le nombre de fusions transfrontalières et d'acquisitions conclues entre 1990 et 2004 a doublé. (2500 gros contrats ont été signés en 1990 et 5000 en 2004.) La part des pays en développement dans cet investissement fou a été multipliée par six. (Du côté achats, elle représente 5 % de toutes les acquisitions d'entreprises étrangères en 1990 et 16 % en 2004. Du côté ventes, elle se monte à 7 % des contrats transfrontaliers en 1990 et 20 % d'ici à 2004.) Le problème, c'est que ces chiffres ne représentent pas seulement le capital en provenance du sud. Bon nombre de ces contrats sont menés par des filiales locales de multinationales du nord. Les chiffres ne font pas non plus la distinction entre les opérations publiques et les opérations privées. Beaucoup de grandes sociétés transnationales du sud demeurent, malgré les incitations à la privatisation, des entreprises publiques.

Au total, et selon l'OCDE, le plus gros investisseur des fusions et acquisitions sud-sud est Singapour, suivi par la Chine, la Malaisie et l'Afrique du Sud.⁷

Le facteur Chine...

La Chine est très visiblement en tête du boom actuel du commerce sud-sud et des contrats d'investissement. Elle est maintenant le deuxième investisseur en Afrique,

⁶ Les données suivantes proviennent de la base de données WDS "Beyond 20/20": <http://stats.unctad.org/FDI/>

⁷ Hans Christiansen *et al.*, "Trends and recent developments in foreign direct investment", OCDE, Paris, juin 2007, p. 15. <http://www.oecd.org/dataoecd/62/43/38818788.pdf>

⁸ Voir par exemple, Marwaan Macan-Markar, "China turns Mekong into oil-shipping route", IPS, Bangkok, 5 janvier 2007, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=36074> et Raphael Minder et Isabel Gorst, "Historic Asia trade route to be rebuilt", *Financial Times*, Londres, 18 septembre 2007, <http://www.ft.com/cms/s/0/8c7b80e8-6604-11dc-9fbb-0000779fd2ac.html>

⁹ "China's Bright Food ties with Salim to grow abroad", Reuters, 18 janvier 2008. http://www.flexnews.com/pages/10258/China/Dairy/chinas_bright_food_ties_salim_grow_abroad.html

¹⁰ GRAIN, "Hybrid rice and China's expanding empire", 6 février 2007, <http://www.grain.org/hybridrice/?lid=176>

¹¹ Cole Mallard, "China continues gaining economic equity in Africa through agricultural investment", *La Voix de l'Amérique*, Washington

juste derrière les États-Unis, et sa présence est croissante dans de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine. Il ne s'agit pas uniquement d'inonder les marchés de jouets en plastique ou de T-shirts légers, à des prix que de nombreux pays ne sont pas en mesure d'égaliser de par leur important coût du travail. La grande impulsion derrière l'expansion chinoise vers l'extérieur est un immense besoin en importation d'énergie et d'autres matières dites premières qui visent à alimenter sa croissance économique. La soif qu'a la Chine pour le pétrole et le gaz, suivi par les minerais, est la principale raison pour laquelle elle investit autant en Afrique à l'heure actuelle – et verse d'énormes sommes d'argent pour construire des infrastructures servant à transporter physiquement les biens, surtout au travers des pays voisins en Asie centrale et en Asie du Sud-Est.⁸ La Chine fait également de lourds investissements dans l'agriculture vivrière des pays voisins en tant que source d'agrocarburant pour sa propre production d'énergie. Les Chinois ont signé des contrats pour la production de canne à sucre et de manioc à cet usage en Indonésie⁹, du riz hybride, du manioc, du maïs et de canne à sucre aux Philippines¹⁰ et commencent à explorer les possibilités de développement de la production agricole – parallèlement à cinq zones de traitement vouées à l'exportation – en Afrique¹¹. La signature de l'ALE Chine-Thaïlande a fait faire un immense bond à l'investissement chinois en Thaïlande du nord, avec 100 entreprises chinoises actuellement actives¹² et la mise à disposition d'un capital de 277 millions de dollars US dans cette région par ailleurs assez calme.¹³ Les banques chinoises, et surtout la China Development Bank (CDB), et d'autres acteurs chinois ont également investi dans de nombreuses banques étrangères et dans des entreprises financières. Beaucoup de multinationales chinoises proviennent de sociétés publiques et/ou se sont agrandies par l'acquisition de sociétés publiques.

La Chine, qui est depuis longtemps la destination numéro un des investissements étrangers dirigés vers le sud, est en train de devenir un investisseur étranger majeur, en particulier dans d'autres pays en développement. Ceci n'est pas seulement dû à la croissance spectaculaire de l'accumulation de capital en Chine, mais des tout aussi spectaculaires changements de la politique d'État, avec le Parti Communiste annonçant que son programme "Go Out" ne se base plus sur la croissance menée par l'exportation et promeut l'investissement chinois vers l'étranger en 2002.¹⁴ Il est très difficile d'obtenir des chiffres sûrs et non contradictoires mais, selon le ministère du commerce de Pékin, les entreprises chinoises ont investi 21 milliards de dollars US à l'étranger et ce, uniquement en 2006, parmi lesquels 17 milliards de dollars US étaient destinés au secteur non

DC, 23 août 2007, <http://www.voanews.com/english/Africa/2007-08-23-voa26.cfm>

¹² Stephen Frost, "Chinese outward direct investment in Southeast Asia: How much and what are the regional implications?", Southeast Asia Research Centre, City University of Hong Kong, Working Papers Series No. 67, juillet 2004, http://www.cityu.edu.hk/searc/WP67_04_Frost.pdf

¹³ Thai Board of Investments, cité par Lorine Schaefer <http://www.independence.org/Outward%20Direct%20Investment-China%20in%20Africa,%20Southeast%20Asia,%20and%20Brazil.doc>

¹⁴ Yuen Pau Woo et Kenny Zhang, "China goes global: the implications of outward direct investment", Fondation Asie Pacifique du Canada, 2006, <http://economics.ca/2006/papers/0892.pdf>. Selon le groupe de conseil américain Accenture, une partie de la politique "Go Out" de Pékin nourrit 10 à 20 "champions nationaux" – des entreprises publiques clés renforcées et protégées – , l'écurie motrice de son économie extérieure. Voir "China spreads its wings", Accenture, 2005 à <http://www.accenture.com/NR/rdonlyres/6A4C9C07-8C84-4287-9417-203DF3E6A3D1/0/Chinaspreadsitswings.pdf>

financier.¹⁵ Ceci nous donnerait des chiffres totaux de 5000 entreprises chinoises gérant 10.000 activités commerciales dans 172 pays, avec des valeurs d'investissement extérieur cumulées comprises entre 50 et 70 milliards de dollars US.

Quant au futur, une enquête de 2006 faite par la Banque mondiale¹⁶ démontre que 60% des entreprises chinoises consultées projetaient de faire de nouveaux investissements à l'étranger dans les années à venir, avec l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-est et l'Afrique arrivant en tête des destinations de prédilection. Leurs principales motivations ? L'accès aux marchés, l'accès aux "atouts stratégiques" et les stratégies de concurrence mondiale.

... mais aussi le Golfe et les autres

Les états arabes du Golfe, qui ont leur propre projet d'intégration régionale par le biais du conseil de coopération du Golfe (CCG) et de forts engagements dans le développement aussi bien de la Ligue arabe que de l'Organisation de la conférence islamique, sont un autre point central dans le rapide renforcement du commerce et de la carte des investissements sud-sud. Tout d'abord, tout le monde ces jours-ci semble vouloir faire des affaires avec ou dans les états membres du CCG.¹⁷ Ensuite, il y a un argent fou à gagner dans le Golfe, et surtout si vous avez un accès privilégié aux investissements dans le cadre d'un ALE. La queue pour les ALE du CCG s'allonge chaque jour. Mais les états du Golfe deviennent également des investisseurs extérieurs expansifs — achetant la plupart du temps des parts des plus gros opérateurs sur les marchés des pays développés mais injectant également de l'argent dans les pays en développement. En 2006, les états du Golfe ont investi 30,8 milliards de dollars US à l'étranger. En ce qui concerne 2007, au début septembre, le chiffre de 2006 avait déjà doublé et ces états avaient réalisé 64 milliards de dollars US d'investissements étrangers.¹⁸ Les premiers investisseurs extérieurs du Golfe en dollars sont les EAU, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Bahreïn.

Quelques instantanés donnent une idée de la réalité actuelle:

- Les plus importants promoteurs immobiliers de Dubaï – Emaar, Dubai Holding et Dubai World, tous majoritairement détenus par la famille Maktoum – construisent à échelle massive pour les marchés de luxe de Syrie, du Pakistan, de Jordanie, d'Égypte, du Liban, de Libye, du Maroc et d'une demi douzaine d'autres pays en développement dans le monde.¹⁹
- Les investissements transfrontaliers entre les pays de l'OCI augmentent. Les Émirats Arabes Unis sont, et de loin, le plus gros investisseur parmi les états de l'OCI (voir figure 1), alors que les premiers destinataires de

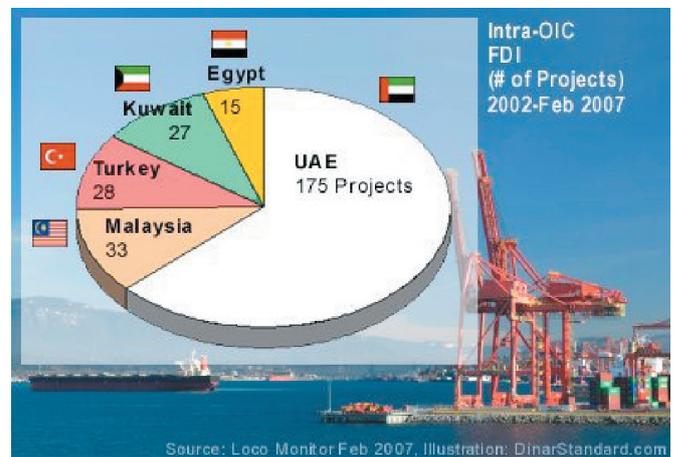


Figure 1

l'investissement intra-OCI sont l'Arabie Saoudite, la Jordanie, la Syrie, l'Indonésie et le Liban, avec 25 projets chacun provenant des autres états membres de l'OCI entre 2002 et 2007.²⁰ L'OCI est important parce qu'il s'agit d'une communauté de pays principalement développés unis autour d'un ordre du jour politique commun et avec une forte capacité à la solidarité.

- Alors que les états du Golfe essaient de tirer parti des prix record du pétrole, tout en s'attendant au besoin de se diversifier en dehors des revenus du pétrole, il y a une grande quantité d'investissement transfrontalier qui se dirige vers les secteurs de la banque et des télécommunications, à la fois entre États du Golfe et avec des voisins moyen-orientaux tels que l'Égypte et la Syrie.

Mais, il y a beaucoup plus. Selon une étude de mars 2007 entreprise par l'ASSOCHAM, le groupe de pression des PDG indiens, les investissements vers l'étranger de l'Inde devaient, selon les prévisions, atteindre les 15 milliards de dollars US au cours de l'année civile 2007, dépassant les flux d'investissement dirigés vers l'Inde.²¹ Le FICCI et Ernst & Young ont publié un autre rapport en juin 2007 déclarant que le chiffre devrait atteindre les 35 milliards de dollars US pour l'année civile 2007-2008.²² La plupart des investissements extérieurs de l'Inde – concentrés dans les secteurs de l'informatique, de l'automobile et de la pharmacie – vont aux États-Unis ou en Europe. Mais l'Afrique vient en troisième place et le rythme de changement est rapide. Les problèmes des emprunts à haut risque peuvent bien secouer l'économie des États-Unis, il n'y pas de crise du crédit en Inde!

En Amérique latine, les investissements extérieurs en provenance des multinationales et des entreprises publiques de la région ont grimpé de 115%, soit 41 milliards de dollars US en 2006. Ceci est principalement attribué à la rapide internationalisation de quelques sociétés géantes au Brésil et au Mexique²³ – la majeure partie

¹⁵ "China invests billions abroad", Manufacturing.net, 17 septembre 2007, <http://www.manufacturing.net/China-Invests-Billions-Abroad.aspx>

¹⁶ Joe Battat, "China's outward investment", 13 avril 2006, à http://psdblog.worldbank.org/psdblog/2006/04/chinas_outward_.html

¹⁷ Halliburton, entrepreneur de la défense américaine basé à Houston, a ouvert un second siège à Dubaï en mars 2007.

¹⁸ Andrew Ross Sorkin, "The Mideast money flows", *New York Times*, 27 septembre 2007.

¹⁹ Emily Flynn Vencat, "Dubai's glitz goes global", *Newsweek*, 30 octobre 2006 à <http://www.msnbc.msn.com/id/15359298/site/newsweek>

²⁰ Sajjad Chowdhry, "Foreign direct investment (FDI) on the rise in OIC economies", *DinarStandard*, 10 avril 2007 à http://www.dinarstandard.com/current/OIC_FDI040907.htm

²¹ "FDI outflow of \$15 billion likely in 2007", *News behind the news*, 19 mars 2007. <http://www.news.indiamart.com/news-analysis/fdi-outflow-of-15-bi-15100.html>

²² "FDI outflow may touch \$35 bn: study", *Financial Express*, 18 juin 2007. http://www.ficci.com/news/viewnews1.asp?news_id=1195

²³ "Latam and Caribbean show huge FDI outflow increase", *Foreign Direct Investment Magazine*, 6 août 2007. http://www.fdimagazine.com/news/fullstory.php/aid/2067/Latam_and_Caribbean_show_huge_FDI_outflow_increase.html

Entreprises investisseuses sud-sud les plus actives, uniquement en fusions et acquisitions, par pays source (1990 – mai 2007)

Pays d'origine	Valeurs des contrats (en milliards de dollars US)
Singapour	35,8
Chine	18,3
Malaisie	12,7
Afrique du Sud	11,6
Émirats arabes unis	7,2
Brésil	6,7
Chili	6,1
Inde	4,7
Qatar	4,7

Source: Adapté de l'OCDE, *Tendances récentes de l'investissement direct étranger*, juin 2007

étant injectée dans les états voisins d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le tableau ci-dessous résume les plus hauts niveaux d'activité d'investissement sud-sud sur les 17 dernières années, par pays source.

Nouveaux partenaires ou nouveaux rivaux?

Alors que de plus en plus d'argent circule entre les pays en voie de développement, deux choses vont se produire. Premièrement, le rôle du capital en provenance du nord – qu'il vienne du FMI ou d'agences de coopération au développement comme USAID ou de ministères des affaires étrangères – va certainement diminuer un peu. Dans de nombreux cas, il s'agit d'un mouvement délibéré. La Banque du Sud, en Amérique latine, est destinée à remplacer à la fois la Banque Interaméricaine de Développement et le FMI dans l'octroi de prêts et d'autres formes de fonds de roulement dans la région. Et la Chine a un puissant ordre du jour politique pour proposer non seulement de l'investissement, mais aussi des mécanismes de crédit favorables avec des contraintes très différentes de celles provenant des sources du nord, afin de construire une base d'alliance politique.²⁴ Dans l'ensemble, c'est une bonne chose. Mais il serait erroné de penser que parce qu'il s'agit d'un mouvement sud-sud, c'est forcément mieux. Dans quelle mesure les gouvernements des pays en voie de développement promeuvent-ils et solidifient-ils le néolibéralisme dans leur commerce et leur gestion des affaires transfrontalières?

²⁴ Par exemple, adhérer à la politique de la "Chine unique" – y compris l'absence de relations formelles avec Taiwan – fait partie des attitudes attendues des pays récepteurs des largesses néolibérales de Pékin. Étant donné l'histoire de la période de la guerre froide, le réseau d'investissement chinois et les bénéficiaires d'emprunts doivent également soutenir la RPC dans ses inclinaisons politiques au Conseil de sécurité de Nations unies. En outre, les investissements chinois en Afrique sont à l'origine d'une vague de conseils

Voilà la question clé. Chavez mis à part (et peut-être pas!), ils sont peut-être aussi néfastes que n'importe quel gouvernement du nord.

Deuxièmement, il est certain que des rivalités et des rancunes vont se faire jour. C'est d'ores et déjà évident en Amérique latine, où les différences idéologiques et les intérêts antagonistes sont à l'origine de nombreuses tensions dans le commerce transfrontalier et les velléités d'investissement. (Voir Zibechi, *"Intégration ou libre-échange ?"*, plus loin dans ce rapport.) En Asie, l'Inde et la Chine ont des intérêts qui les mettent en compétition et en conflit, et ce, même s'ils sont souvent minimisés dans les sphères diplomatiques. Le Pakistan et le Bangladesh sont tous deux d'importants théâtres de cette rivalité et, alors que l'investissement chinois s'accroît dans ces pays, il se peut que la tension politique avec Delhi augmente aussi. En Afrique, il existe de nombreux problèmes sociaux, mais aussi gouvernementaux, avec le rôle économique grandissant de la Chine dans la région, plus particulièrement dans la mesure où la Chine a tendance à apporter sa propre main d'œuvre pour mettre ses projets d'investissement à exécution. Tandis que la Chine essaie d'y remédier, l'accent stratégique qu'elle met sur les zones de traitement vouées à l'exportation – ce qui a en soi son propre ensemble de problèmes intrinsèques – pourrait peser davantage que certains efforts correctifs visant à diminuer l'importation de la main d'œuvre chinoise.

La structure des forces économiques mondiales change vite aujourd'hui, avec le commerce et les investissements sud-sud qui commencent à s'accroître rapidement au moment où les gouvernements des pays en voie de développement se tournent, avec plus de zèle, vers des ALE bilatéraux et des efforts d'intégration économique régionale. Il reste à voir où cela va nous mener. Il est néanmoins certain que la croissance en richesse et en puissance des multinationales du sud et l'alliance agressive des gouvernements des pays en voie de développement visant à reconfigurer les flux financiers et d'investissement entre eux va changer les économies nationales du sud dans les années à venir. Davantage d'analyse de la dynamique des flux boursiers du sud, l'implication des entreprises du sud vendant des parts publiques, et les niveaux d'intégration avec le capital du nord est garanti. Mais à quel niveau cela va-t-il creuser encore davantage les divisions de classe, le démantèlement des modèles de redistribution et les paradigmes néolibéraux d'une privatisation débridée ? Là est la véritable question.

présidentiels en investissements, qui sont des forums nationaux de haut niveau, au travers desquels Pékin interagit directement avec les magnats de l'industrie, qu'il s'agisse de filiales nationales ou internationales, et ce, afin de débattre et éventuellement d'orienter les changements de l'environnement commercial local, y compris les politiques nationales. (Voir Broadman, *Africa's Silk Road*, Banque mondiale, Washington DC, 2007, pp 146-7.)